

- X. Euh! non négatif, moi je ne reçois pas les C130, ils doivent arriver sur l'aéroport de Kigali mais je n'ai pas encore eu de contact avec mes C130, je n'ai pas encore eu de contact avec mes C130. Over.
- Y. Est-ce que vous pouvez me donner le nom, le nom de l'autorité. A vous.
- X. Oui, c'est l'autorité qui dirige la MINUAR, la partie belge. Over.
- Y. C'est-à-dire, vous pouvez me confirmer l'autorité qui dirige la MINUAR partie belge, pouvez-vous confirmer le nom?  
Hésitation... Silence.
- X. C'est le colonel Marchal, Mike, Alpha, Roméo, Charly, Hôtel, Alpha, Lima, Marchal et ce nom vous est donné pour un motif de sécurité afin que nous n'ayons *plus* d'accident, afin que nous n'ayons *plus* d'accident (très forte insistance). Over.
- Y. Bien reçu, est-ce que vous, vous... sur quel téléphone peut-on trouver le colonel Marchal ?
- X. Malheureusement, il est dans la zone 8 et nous ne pouvons pas contacter l'autorité dans la zone 8 par téléphone<sup>5</sup>. Over.
- Y. Bien reçu. Comment qu'il fait ? comment qu'il vous contacte ?
- X. Parce que vous devez savoir, que nous avons un autre réseau radio mais pas branché, ni duplex possible avec vous sur cette fréquence-ci qui vous est réservée pour la sécurité de l'aéroport international de Kigali.  
... Silence
- Un pilote d'avion : A Kigali, à défaut d'instruction, je suppose que vous autorisez la descente ?  
... Silence
- X. La situation actuelle sur le terrain, en tant que belge, ne me permet pas de savoir rouler jusqu'à la tour de contrôle, parce que, comprenez mon expérience, je serais depuis longtemps venu près de vous. Maintenant, peut-être qu'en contactant une de mes sous-unités par une autre radio, je saurais entrer en contact avec vous via un officier de liaison qui ne connaît pas le problème mais qui peut interpréter nos propositions ou nos questions.  
A vous.
- Y. Si vous êtes belge, si vous êtes de la MINUAR, vous connaissez bien le numéro de l'état-major, il y a un officier de liaison de l'état-major de l'armée rwandaise avec la MINUAR, est-ce que vous pouvez le contacter ?
- X. Oui, je vais le contacter, que dois-je lui dire ?
- Y. La même chose que vous nous avez dite.
- X. Eh bien, je le ferai, vous me laissez *one* zéro minutes pour le faire. Avant cela, est-ce qu'il y a des C130 belges en l'air actuellement au dessus de la zone de Kigali ?
- Y. Maintenant, ça, c'est professionnel !
- X. Je vous comprends. Over.

**Consignes du ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire aux missions diplomatiques rwandaises en date du 15 avril 1994**

A l'attention des missions diplomatiques et consulaires du Rwanda (toutes)

Objet : Mise au point au sujet de la tragédie rwandaise

1. Le Rwanda traverse pour le moment une situation tragique suite à l'attentat qui a coûté la vie au président Juvénal Habyarimana et suite à la reprise des hostilités par le Front patriotique rwandais.
2. En date du 6 avril 1994 à 20 h 30, alors qu'il rentrait de Dar-es-Salaam où il venait de participer au sommet sous-régional consacré au problème de sécurité dans la sous-

5. A partir du vendredi 8 avril, les numéros de téléphone commençant par 8 (quartiers est de Kacyiru, où en particulier la MINUAR est installée) sont mis hors circuit.

- région, le général-major Juvénal Habyarimana en compagnie de son homologue burundais Monsieur Ntaryamira Cyprien ont trouvé la mort.
3. L'avion présidentiel a été touché à l'aile par un missile alors qu'il s'apprêtait à atterrir à l'aéroport international Grégoire Kayibanda à Kigali (Kanombe).
  4. Le pilote a continué les manoeuvres d'atterrissage et l'avion a été encore touché par deux autres obus qui l'ont fait exploser, alors qu'il était juste au dessus de la piste.
  5. Les occupants ont tous péri dans cet attentat et, ironie du sort, les corps sont tombés dans les jardins de la résidence du président Habyarimana située non loin de là.
  6. A la suite de cet attentat qui a coûté la vie en outre au chef de l'état-major de l'armée, les combattants du FPR stationnés dans l'enceinte du palais du Conseil national de développement sous la surveillance de la MINUAR ont trouvé une occasion propice pour attaquer le camp militaire de la garde présidentielle sis à Kimihurura. C'était dans la nuit du 6 avril 1994. L'armée a riposté.
  7. Au courant de la journée même du 6 avril 1994, vers 14 heures, des soldats armés du FPR, s'éparpillaient en ville notamment à l'hôtel Méridien avec quelques civils rwandais.
  8. Dans la même nuit du 6 avril 1994, la population rwandaise était en effervescence surtout dans les quartiers de la ville de Kigali où des violences ont éclaté visant l'élimination des pions du FPR communément appelés «Ibyitso».
  9. Cette flambée de violences a gagné certaines régions de l'intérieur du pays où des sympathisants du FPR en majorité tutsi ont été visés.
  10. Au lendemain même de l'assassinat du président Habyarimana, le FPR déclarait ne plus être lié par les accords d'Arusha qu'il avaient d'ailleurs violé de façon flagrante en reprenant les hostilités au nord du pays et en attaquant la capitale par le bataillon stationné au palais du CND alors que selon le protocole de Kinyira, ce bataillon était destiné à protéger les officiels du FPR.
  11. Devant cette situation de reprise de guerre, un comité de crise du Haut-Commandement de l'armée s'est constitué. Pour éviter le vide du pouvoir au Rwanda, Le Conseil national de développement en collaboration avec le Haut-Commandement de l'armée rwandaise ont demandé au président du Conseil national de développement de prendre ses responsabilités en accédant à la Magistrature suprême conformément aux dispositions constitutionnelles de la Loi fondamentale du 10 juin 1991. Ainsi le Docteur Sindikubwabo Théodore devenait président de la République.
  12. Les cinq partis politiques participant au gouvernement de transition conformément au protocole d'entente du 16 avril 1992, ont été invités à mettre en place un gouvernement chargé de poursuivre les négociations avec le FPR, en vue de la mise en place des institutions de transition à base élargie.
  13. Le parti politique du MDR a présenté au poste de Premier ministre, Monsieur Kambanda Jean qui a été accepté par les autres formations politiques.
  14. La composition de l'équipe gouvernementale a été arrêtée comme présenté en annexe de la présente.
  15. Ce Gouvernement a reçu mandat de rétablir l'ordre dans le pays, de poursuivre les négociations avec le FPR, de lancer un appel international en faveur des populations rwandaises éprouvées par la faim surtout dans le sud du pays, la misère et les maladies de toute sorte consécutives à trois années de guerre. Ce gouvernement poursuivra aussi l'action de rapatriement des réfugiés et la réintégration des déplacés de guerre.
  16. Face à la déclaration de guerre lancée par le FPR, le gouvernement rwandais a quant à lui proposé une solution pacifique de dialogue. Ainsi un cessez-le-feu a été proposé au FPR.
  17. Le FPR a continué sa campagne de désinformation et d'intoxication de l'opinion publique internationale se berçant d'illusions de prendre la capitale par la force et de s'emparer ainsi de tout le pouvoir. C'est dans cet esprit que tous les supports médiatiques du FPR relayés par ses alliés internationaux ont répandu les mensonges les plus grossiers telle la prise de la capitale, certainement pour démoraliser toutes les velléités de soutien au Gouvernement de Monsieur Kambanda.

18. Vous aurez à l'esprit que les combats engagés par le FPR sont du genre de la guérilla et que par conséquent de simples tirs sporadiques orchestrés par des éléments du FPR à partir de plusieurs coins de la ville sont considérés par les propagandistes du FPR comme une prise effective de la capitale.
19. L'armée rwandaise maîtrise la situation sur tous les fronts. Elle est parvenue à déloger l'ennemi des poches de la capitale et lui oppose une résistance sur les fronts du nord.
20. De son côté, la population civile qui s'est soulevée comme un seul homme oppose une résistance farouche au FPR et a beaucoup contribué à assurer la sécurité des personnes et des biens ainsi qu'à démasquer les combattants du FPR infiltrés dans plusieurs coins de la ville. L'appui de la population civile est totalement acquis à l'armée.
21. Face aux visées divisionnistes du FPR, l'armée rwandaise reste solidaire et il n'y a pas eu de mutineries de la garde présidentielle comme semblent l'affirmer certains médias internationaux intoxiqués, comme d'habitude, par le FPR.
22. S'agissant de l'implication du FPR ou d'autres ennemis de la nation dans la tragédie rwandaise, il convient de signaler que toutes les déclarations par ailleurs contradictoires qui se sont manifestées jusqu'à ce jour ne reposent que sur des spéculations. De la part des uns, ces spéculations sont tout simplement destinées à masquer la vérité. Néanmoins, le Gouvernement rwandais va bientôt lancer une enquête pour mettre la lumière sur la responsabilité des casques bleus belges soupçonnés par l'opinion publique rwandaise d'avoir trempé dans le complot de l'assassinat du chef de l'État rwandais.
23. Il est vrai que la protection de l'aéroport à proximité duquel les missiles ont été tirés sur l'avion présidentiel incombait au contingent belge de la MINUAR.
24. Trois suspects de ce même contingent ont été appréhendés au même moment où un groupe de huit casques bleus de la MINUAR tentait de récupérer par la force la boîte noire sur l'épave de l'avion.
25. Les résultats des analyses de la boîte noire seront versés dans l'enquête, mais en attendant cette expertise, il serait hasardeux de tirer une conclusion définitive sur les auteurs de l'attentat qui a coûté la vie au président Habyarimana.
26. Au sujet de l'évacuation des ressortissants étrangers, il y a lieu de signaler que les gouvernements belge, français et américain ont fait part au Gouvernement rwandais de leur intention de procéder chacun personnellement au rapatriement de ses citoyens. Le Gouvernement rwandais a donné son accord à ce sujet.
27. Le Gouvernement américain a dépêché à cet effet environ 400 marines et 8 avions qui sont restés en *stand by* à Bujumbura. L'évacuation des Américains, Canadiens et Allemands s'est effectuée en deux étapes. Par route de Kigali à Bujumbura et de là par avion. Les autres étrangers dont les Belges et les Français ont été évacués par l'aéroport international Grégoire Kayibanda par des avions ayant reçu en bonne et due forme les autorisations de survol et d'atterrissage.
28. Un seul point de discorde a cependant marqué ces opérations d'évacuation des ressortissants belges alors que, pour d'autres pays, il n'y a pas d'incidents à signaler. En effet, les gros porteurs belges ont débarqué à Kanombe des armements lourds tels les chars de combat. Ce matériel lourd nous semble superflu pour procéder à une simple opération d'évacuation des personnes. De plus, ces armements n'ont pas été embarqués alors que l'opération a été clôturée. Le Gouvernement n'a donc pas respecté l'entendement qu'il a eu avec les autorités rwandaises au sujet de l'évacuation de ses ressortissants.
29. De source militaire, il est indiqué que certains éléments belges de la MINUAR participent activement au combats dans certains quartiers de la ville. Ceci est évidemment en contradiction avec les accords d'Arusha et est contraire à la mission assignée à la MINUAR au Rwanda. Deux Belges sont tombés sur le champ de bataille, sur le mont Jari, tout près de Kigali.
30. Il est également admis de penser que la MINUAR (contingent belge) n'a pas été rigoureuse dans la surveillance des éléments du FPR stationnés dans l'enceinte du palais du CND, puisqu'ils ont pu accumuler des armes de guerre, et plus tard, quitter et lancer à leur aise des attaques contre la population civile de la capitale et contre des objectifs militaires.

31. Pour l  
32. Il est  
défens  
vérité.  
33. Pour  
tion p

Fait à Kigali

La vers

Uganda

WHO A

which  
by pho  
explode  
Patriot  
airport w

as hav  
plot. M  
Render,  
Assista  
Patrici

in Ug  
him th  
heads o  
into the  
Moba  
Who  
assassin

Who w  
who ac  
that su  
mand. T  
conting  
Belg  
crime.

Belg  
Kigali  
stake  
by par  
milit  
scind  
and th  
want

transp

31. Pour le moment, telles sont les informations que j'ai tenu à mettre à votre disposition.
32. Il est demandé à chaque mission diplomatique rwandaise d'en faire usage dans la défense des intérêts nationaux et dans la campagne d'information à mener pour établir la vérité.
33. Pour permettre d'ajuster nos positions, je vous prie de me faire parvenir toute information pouvant nous aider à juguler la situation.

Fait à Kigali, le 15 avril 1994

#### La version de l'opposition ougandaise (document diffusé à Nairobi)

Uganda Democratic Coalition INC. April 12, 1994

#### WHO ARE BEHIND RWANDA CRISIS ?

Assassins of Rwandese President, J. Habyarimana, on April 6th created a crisis which has regional and international implications. (...) Kigali residents who were reached by phone claim to have seen three rockets light up the sky before the Presidential plane exploded. One rocket came from the area of the National Assembly hill where Rwanda Patriotic Front (RPF) is camped. The other two rockets came from the adjacent areas of the airport which was guarded by Belgian troops. (...)

(...) Reliable source have implicated some State Department and Pentagon officials as having conspired with dictator Museveni of Uganda and RPF leaders in the assassination plot. Ms Prudence Bushnell, Deputy Asst. Secretary of State of Africa and Ms. Arlene Render, Director of Central African Affairs Bureau at State Department plus Deputy Assistant Secretary of Defence of Humanitarian and Refugee Affairs in the Pentagon, Ms. Patrician Irvin, visited Zaire, Burundi, Rwanda and Uganda in mid-March of 1994. While in Uganda, the American officials reportedly held talks with Museveni and suggested to him that he persuades President Mwinyi of Tanzania to convene a regional meeting of heads of States. This would enable the "targeted dictators" to fly to Dar-es-Salaam and fall into the planned trap. It has also been confirmed a reliable intelligence source that President Mobutu of Zaire and Moi of Kenya were also targeted, had they gone to Dar-es-Salaam. Who authorised these Pentagon and State Department officials to get involved in the plot of assassinating African Presidents ?

Who would have shot down the presidential jet as it approached Kigali airport ? Who would have been behind the plot of liquidating the Presidents of Rwanda and Burundi who are both Hutu ? I guess no one will ever claim credit for it but we can look at the facts that surround this tragedy. Kigali airport was guarded by Belgian troops under UN command. Therefore, security of the airport and its surrounding areas was in their hands. A contingent of RPF was camped on an adjacent hill not far from the airport. It seems that the Belgian troops guarding the airport either had a lax security system or were involved in the crime.

(...) Radio France Internationale reported the following excerpt on March 15th. The Belgian Minister of Defence, Leo Delcroix, met President Habyarimana on March 12th in Kigali and gave him a clear message "take an initiative, and take it very fast". Should the stalemate problem be solved however, the Belgian Minister further complicated the issues by proposing that "the UN should be given more flexibility in its directives so that the military officials must be able to take initiatives on the ground in order to get weapons seized". Around March 3rd, Belgian Foreign Minister, Willy Claes, while in Kigali threatened that UN peace keeping mission could halted if the stalemate persisted. He further warned all Rwandese parties that it was "five to midnight".

From the foregoing statements of two Belgian officials, Belgium was acquiescing in transplanting the blame for political stalemate from its rightful perpetrators to Habyari-